



Transformer les politiques sociales lutter contre les inégalités dans les secteurs de la santé, de l'éducation et de la protection sociale à Maurice, en Afrique du Sud et en Zambie

Note de politique No. 3

Septembre 2025

Résumé analytique

Depuis leur indépendance, Maurice, l'Afrique du Sud et la Zambie ont élargi leurs politiques sociales, améliorant ainsi l'accès aux soins de santé, à l'éducation et aux aides au revenu. Cependant, de profondes disparités persistent en matière de qualité, d'équité et d'accès aux services. À Maurice, l'accès aux services publics a été généralisé, mais leur qualité varie selon les régions. La Zambie a augmenté le taux de scolarisation des filles au primaire et élargi ses programmes de transferts monétaires, mais le suivi limité et les systèmes fonciers favorables aux hommes continuent de désavantager les femmes. L'Afrique du Sud a élargi l'accès à l'école grâce à la gratuité scolaire dans les zones les plus pauvres, mais de fortes disparités subsistent par rapport aux écoles mieux dotées en ressources. Les modèles d'emploi reflètent encore largement l'influence de l'origine ethnique et de la situation géographique. Cette note de politique est fondée sur les recherches menées dans le cadre du projet « Politique sociale genrée et transformatrice en Afrique post-COVID-19 (GETSPA) », grâce à une méthodologie combinant entretiens et analyse documentaire systématique. Elle analyse l'évolution des politiques en matière de sécurité sociale, d'éducation, de santé et de travail dans les trois pays en mettant l'accent sur les réalisations et les défis persistants.

Parmi les principales réalisations figurent la couverture sanitaire universelle, l'intégration de la dimension de genre dans les cadres politiques et des améliorations notables dans le secteur de l'éducation. Cependant, les progrès restent inégaux. En Afrique du Sud, l'héritage du racisme systémique, le sous-financement et la lenteur de la mise en œuvre des politiques continuent de freiner l'accès équitable envers les principes d'universalité et d'équité est essentiel pour promouvoir un changement transformateur à Maurice, en Afrique du Sud et en Zambie. Par conséquent, nous recommandons aux décideurs de mettre en œuvre les mesures suivantes :

- Allouer des financements aux secteurs et aux communautés confrontés aux plus grandes inégalités ; garantir l'accès universel à une éducation, à des soins de santé et à une protection sociale de qualité ;
- Investir dans les infrastructures et les services de garde d'enfants ; et
- Apporter un soutien commercial et financier durable aux femmes, en particulier dans le secteur des services et dans l'économie informelle.

Introduction

La politique sociale dans les États africains après l'indépendance, a évolué en plusieurs phases distinctes, reflétant les tendances générales du développement. Fondamentalement, la politique

sociale vise à réduire les risques et la vulnérabilité, et englobe des interventions collectives qui influencent directement le bien-être social, les institutions et les relations sociales. Ces interventions sont mises en œuvre non seulement par l'État, mais aussi par le

secteur privé, les organisations bénévoles et les réseaux informels, qui œuvrent tous pour soutenir les communautés. Une politique sociale transformatrice offre une vision plus large de la société, en jouant un rôle qui va au-delà de la simple prestation de services pour inclure la production, la redistribution, la protection, la cohésion sociale et la construction nationale.

Pour être véritablement efficaces, ces rôles doivent s'ancrer dans des principes d'égalité et de solidarité sociale. L'impact et la trajectoire des politiques sociales varient selon les pays. Depuis leur indépendance, Maurice, l'Afrique du Sud et la Zambie ont adopté différentes approches au fil du temps. Les priorités politiques et les modèles de financement ont évolué : à certaines périodes, les États se sont retirés au profit d'une prestation axée sur le marché ; à d'autres époques, ils ont élargi l'accès aux services gratuits et assoupli les critères d'éligibilité. Ces choix ont déterminé non seulement les bénéficiaires des services, mais aussi la qualité et la répartition équitable de ces derniers.

Par exemple, l'île Maurice a acquis une reconnaissance mondiale pour sa croissance économique rapide, son niveau de vie élevé et sa réputation de « miracle mauricien » et de « réussite africaine ». En revanche, l'Afrique du Sud, bien qu'elle soit la deuxième économie du continent, a été vivement critiquée pour son incapacité à réduire de manière significative les inégalités raciales. Et si la Zambie a progressé dans la promotion de l'égalité des sexes dans ses politiques, les faiblesses persistantes dans leur mise en œuvre continuent de freiner les progrès potentiels.

Cette note de politique générale examine la dynamique des politiques sociales à Maurice, en Afrique du Sud et en Zambie, en mettant particulièrement l'accent sur les politiques de protection sociale, d'éducation, de santé et de travail. L'objectif est de mettre en évidence à la fois les opportunités et la nécessité urgente d'une approche transformatrice capable de produire des résultats équitables et durables.

Quelles sont les politiques sociales en vigueur ?

Maurice

Maurice a mis en place un État-providence qui répond aux besoins essentiels de tous les groupes de

population grâce à des politiques redistributives ayant des effets transformateurs tant sur la société que sur l'économie. Cette approche a favorisé le développement socio-économique et préservé l'harmonie sociale. Il convient de noter que Maurice consacre moins de 5 % de son budget public et seulement 0,2 % de son produit national brut (PNB) à la défense, ce qui libère des ressources pour les programmes sociaux. Le gouvernement mauricien offre des services universels tels que des soins médicaux gratuits, une éducation gratuite et des pensions universelles non contributives. Il apporte également un soutien ciblé sous forme de ce qui libère, de transport gratuit pour les retraités et les étudiants, de prestations sociales pour les groupes vulnérables, ainsi que de loyers modérés, de logements sociaux à prix réduit et de subventions pour les denrées alimentaires de base (riz, farine, pain) et le gaz de cuisson.

Zambie

Au lendemain de l'indépendance, le gouvernement zambien a joué un rôle plus actif dans le domaine de l'éducation et a aligné le système sur les besoins du développement national. La discrimination fondée sur la race, la couleur et le sexe, qui prévalait sous la domination coloniale, a reculé, même si la discrimination linguistique, qui divise les communautés selon la langue, reste un problème majeur. Des progrès ont été réalisés en matière d'égalité des sexes dans l'éducation. Dans le cadre de la Vision 2030 et des Objectifs de développement durable, la Zambie a augmenté le taux de scolarisation des filles au primaire, atteignant un indice de parité entre les sexes de 1,03 en 2020 (contre 1,00 en 2017). Cela signifie que pour 100 garçons inscrits en première année, il y avait 103 filles, ce qui indique un léger avantage pour les filles en matière d'accès au début du parcours scolaire.

Afrique du Sud

L'Afrique du Sud a instauré l'éducation gratuite dans de nombreuses régions du pays grâce à sa politique d'« écoles sans frais de scolarité ». Ces écoles sont principalement implantées dans les provinces les plus pauvres. Dans la province du Cap-Occidental, plus de 56 % des élèves fréquentent des écoles sans frais de scolarité appartenant aux quintiles 1 et 2 (les catégories les plus pauvres). En revanche, seuls 14,5 % des élèves du Cap-Occidental et 21,9 %

de ceux du Gauteng, deux provinces à revenus élevés, fréquentent des écoles sans frais de scolarité, ce qui met en évidence la persistance des disparités géographiques.

Politiques sociales sur la santé

Maurice

Maurice dispose d'un système de santé fondé sur la couverture sanitaire universelle, avec 27 % du PIB alloués aux soins de santé en 2018-2019. Toutes les consultations médicales, les traitements et les médicaments sont fournis gratuitement dans les hôpitaux et les centres de santé publics. Ce modèle a contribué à des améliorations notables de la santé publique, notamment une espérance de vie plus longue, une meilleure santé maternelle et infantile, un contrôle efficace des maladies infectieuses et un programme de planification familiale couronné de succès. L'un des principaux résultats est la baisse du taux de mortalité infantile, qui est passé de 63,8 pour 1 000 naissances vivantes en 1972 à 25,6 en 1983, puis à 11,6 en 2017.

Afrique du Sud

Le système de santé sud-africain est profondément marqué et limité par son histoire de ségrégation raciale. La loi sur la santé publique de 1919 a institutionnalisé deux défis structurels persistants : une structure de gouvernance à trois niveaux (national, provincial et municipal) qui fragmente les responsabilités en matière de santé publique, et un système public-privé qui favorise la croissance d'un secteur de la santé axé sur le marché parallèlement à une offre publique sous-financée.

Les inégalités se sont encore accentuées avec la loi n° 57 de 1935 modifiant la loi sur la santé publique, qui a étendu les soins de santé aux Sud-Africains noirs par le biais d'un service médical réservé aux autochtones, caractérisé par de graves disparités en matière de personnel et de qualité des services. Ces politiques ont donné la priorité au bien-être de la minorité blanche, excluant la majorité de la population noire. Cet héritage inéquitable continue aujourd'hui de peser sur l'accès aux soins et sur les résultats en matière de santé.

Zambie

Le secteur de la santé en Zambie a connu des progrès significatifs depuis l'indépendance, notamment grâce à des investissements publics ciblés visant à réduire les inégalités :

- Le nombre d'hôpitaux publics est passé de 19 en 1964 à 42 en 1990.
- Le nombre de centres de santé ruraux est passé de 187 en 1964 à 661 en 1990.

Le gouvernement a également adopté la politique de soins de santé primaires qui accorde la priorité aux services destinés aux communautés rurales et améliore l'accès aux soins dans ces zones, mais qui a involontairement accru les disparités en accordant peu d'attention aux populations urbaines.

Politiques sociales visant la protection sociale, le travail et le genre

Maurice

Afin de protéger les groupes vulnérables contre les pressions économiques, le gouvernement mauricien a mis en œuvre diverses mesures, dont une allocation de subsistance de 5 100 roupies en faveur des travailleurs du secteur informel. Ces interventions ont contribué à prévenir la pauvreté et la perte d'autonomie sociale. Les réformes économiques menées dans le cadre du programme de stabilisation du Fonds monétaire international (FMI) en 1984 ont mis l'accent sur la gestion de la demande globale et ont permis de faire passer le déficit budgétaire national de 14 % à 7,3 % du PIB, ainsi que le déficit courant de 16 % à 2,6 % du PIB. Cette stabilité budgétaire a libéré des ressources pour des programmes socio-économiques plus larges, y compris des initiatives de protection sociale.

Zambie

La Zambie a mis en place en 2003 un programme de transferts sociaux en espèces (SCT) financé par des donateurs. Les tentatives d'élargissement de ce programme ont été freinées par une forte résistance politique, si bien que son expansion est demeurée limitée jusqu'en 2008, sous la présidence de Rupiah Banda. Des progrès significatifs ont été réalisés sous le gouvernement du Front patriotique (FP) du président Michael Sata, qui a mis en œuvre d'importantes réformes en matière de protection sociale : le gouvernement du FP a augmenté le

financement du SCT de 700 % et élargi sa couverture de 19 à 31 districts. Il a également lancé la politique nationale de protection sociale.

En ce qui concerne l'égalité des sexes, la loi n° 22 de 2015 sur l'équité et l'égalité des sexes a renforcé les protections juridiques contre la discrimination et visait à autonomiser les femmes dans la vie publique et privée. Cependant, des obstacles structurels subsistent. Par exemple, 94 % des terres sont détenues par des hommes en vertu du droit coutumier, ce qui perpétue les inégalités économiques entre hommes et femmes.

Afrique du Sud

L'Afrique du Sud a cherché à remédier aux inégalités entre les sexes sur le lieu de travail en modifiant la loi sur l'équité en matière d'emploi (EEA) de 1998, en introduisant une clause sur « l'égalité de rémunération pour un travail de valeur égale » afin de lutter contre l'écart salarial persistant entre les sexes. Bien que cela représente un progrès en matière de protection juridique, l'application de la loi et les réformes structurelles restent des défis à relever.

Les défis à aborder pour parvenir à une politique sociale transformatrice

Maurice

Les programmes d'ajustement structurel (PAS) ont réduit le déficit budgétaire national, mais ils ont creusé les inégalités sociales. Les politiques d'industrialisation orientées vers les exportations, notamment dans les zones franches industrielles (ZFI), n'ont pas pu générer les emplois attendus pour les femmes, le chômage étant largement perçu comme un problème touchant principalement les hommes. La législation sur le travail dans le secteur des ZFI, telle que la loi de 1973 sur les relations industrielles, a réprimé les grèves et maintenu les coûts de main-d'œuvre à un niveau bas.

Même si la politique de couverture médicale universelle est saluée, elle fait l'objet de critiques en raison de la qualité insuffisante des traitements et des cas de négligence médicale, ce qui pousse de nombreuses personnes à se tourner vers des soins privés plus coûteux. Cette tendance reflète un mécontentement à l'égard de la qualité des services publics, malgré leur accessibilité universelle.

Zambie

En Zambie, les inégalités persistantes entre les sexes sont renforcées par des stéréotypes hérités de l'époque coloniale, qui assignent aux hommes le rôle de « pourvoyeurs » et aux femmes celui de « ménagères ». Ces représentations limitent l'accès des femmes à l'emploi et freinent leur participation économique. Bien que le gouvernement se soit engagé en faveur de l'égalité des sexes, la plupart des ministères ne disposent pas des capacités financières, institutionnelles et techniques nécessaires pour mettre en œuvre les programmes de manière efficace. Le sous-financement est aggravé par la dépendance à l'égard du secteur du cuivre, qui est vulnérable aux fluctuations des cours mondiaux.

Afrique du Sud

Si la politique de gratuité des écoles a élargi l'accès à l'éducation en Afrique du Sud, ces établissements restent **toutefois fortement** sous-financés par rapport aux institutions plus riches, qui continuent d'accueillir principalement des enfants blancs et indiens. Pendant les confinements liés à la COVID-19, les écoles aisées sont passées sans difficulté à l'enseignement en ligne, tandis que les écoles dépourvues de ressources, qui accueillent principalement des élèves noirs et métis, ont été exclues sur le plan numérique.

Par ailleurs, les disparités de revenus restent très prononcées. Par exemple, le RNB par habitant est environ 35 000 dollars pour les hommes, contre un peu moins de 16 000 dollars pour les femmes. Les inégalités entre les sexes sont aggravées par les disparités raciales parmi les Africains noirs, les hommes ayant près de 15 % de chances en plus d'être embauchés que les femmes. Dans le secteur informel, le salaire moyen est de 203 dollars par mois, contre 715 dollars par mois dans l'économie formelle, ce qui renforce davantage l'écart salarial entre les sexes. La pandémie de COVID-19 a entraîné une perte de 40 % des emplois, avec des répercussions négatives à long terme sur la participation des femmes au marché du travail.

Questions transversales

- **La violence fondée sur le genre** demeure un problème crucial. L'île Maurice occupait la 78^e place sur 162 pays quant à l'indice d'inégalité entre les sexes 2019 du PNUD, qui mesure les inégalités en matière de santé reproductive, d'autonomisation et d'activité économique.
- **La faiblesse de l'intégration de la dimension de genre** est un défi commun. En Afrique du Sud, la mauvaise mise en œuvre compromet les progrès ; en Zambie, les lacunes en matière de financement et de capacités persistent.
- **L'incapacité des décideurs politiques** des trois pays à établir un lien entre la situation défavorable des femmes sur le marché du travail et la pauvreté des enfants, ou à concevoir des politiques sociales permettant aux parents, en particulier aux mères, de concilier le travail rémunéré et les responsabilités familiales.

Conclusion et recommandations

La mise en place d'un **environnement de politique sociale transformatrice** est un objectif fondamental pour toute nation. Elle exige une action coordonnée afin de garantir une participation égale des femmes et des hommes aux processus décisionnels à tous les niveaux, tout en renforçant leur capacité d'action, leur voix et leur influence au sein des institutions.

1. Renforcer la constitution des groupes d'intérêt

Le changement durable doit être porté par des communautés organisées et mobilisées, dotées d'un programme de réforme clair. En Afrique du Sud, par exemple, malgré un mouvement social dynamique, l'absence d'un **programme de négociation en faveur de l'égalité des sexes (BAG)** après l'indépendance a freiné les progrès vers des politiques transformatrices et équitables en matière de genre. Un BAG est nécessaire dans tous les pays afin de promouvoir des politiques sociales transformatrices et équitables en matière d'égalité de genre.

2. Investir dans les infrastructures de garde d'enfants

Les femmes en âge de travailler et de procréer sont particulièrement touchées par les inégalités sur le marché du travail, un écart qui s'est accentué avec la pandémie de COVID-19. Les investissements publics dans les services de garde d'enfants pourraient

d'alléger la charge financière des ménages, de faciliter le retour des femmes sur le marché du travail et de soutenir les personnes qui s'occupent des enfants sans être rémunérées.

3. Concevoir des mesures de relance sensibles au genre

Les femmes travaillent principalement dans les secteurs des services et de l'économie informelle qui ont été durement touchés par la pandémie. Les mesures de relance doivent être adaptées à ces secteurs afin de garantir aux femmes un accès équitable à l'aide financière, à la formation et aux opportunités commerciales.

4. Adopter une approche universelle et axée sur la qualité dans le cadre de la politique sociale

L'accès universel à une éducation, à des soins de santé, à une protection sociale et à des services de soins de qualité est le moyen le plus efficace d'obtenir des dividendes sociaux et économiques à long terme. Les décideurs politiques doivent remplacer les interventions fragmentées et isolées par des systèmes complets et considérer les dépenses consacrées à l'éducation et à la santé comme des investissements stratégiques dans le développement national.

Bibliographies

Bond, P. & Malikane, C. (2019). Inequality caused by macroeconomic policies during the over-accumulation crisis. *Development Southern Africa*. Taylor & Francis Journals, vol. 36 (6), 803-820.

Dube, B. (2020). Rural Online Learning in the Context of COVID-19 in South Africa: Evoking an Inclusive Education Approach. *Multidisciplinary Journal of Educational Research*, 10 (2), 135-157.

Gumede, V. (2020). Elusive Pursuit of Reconciliation and Development in Post-Apartheid South Africa. *Strategic Review for Southern Africa*, 42(2).

Hangala, S. (2016). *Social Protection reform in Zambia during Sata's presidency 2011-2014* (CSSR Working Paper No. 380). Center for Social Science Research.

Hein, C. & Hein, P. (2021). *From Gloom to Bloom: The Path to the Development Success of Mauritius 1968 to 2020*. Regent Press.

Ministry of Gender (Zambia). (2019). *Data Collection Tool for the Monitoring of the SADC Gender Protocol* (Report submitted to SADC for the 2018 SADC Gender and Development Monitor).

Pillay, I. (2021). The impact of inequality and COVID-19 on education and career planning for South African children of rural and low-socioeconomic backgrounds. *African Journal of Career Development*, 3(1), 1-7.

Information sur les auteurs :

Ramola Ramtohul

Faculté de sociologie et d'études de genre de l'Université de Maurice

Newman Tekwa

Chercheur postdoctoral
Chaire sud-africaine de recherche en politique sociale de l'Université d'Afrique du Sud

Nalwimba Nkumbu

École des études supérieures de l'Université de Lusaka, Zambie

Les lecteurs peuvent reproduire le contenu de cette note de politique pour leur usage personnel, mais ils sont priés de reconnaître dûment le projet « Politique sociale genrée et transformatrice en Afrique (GETSPA) ». Les opinions exprimées dans cette note sont essentiellement celles de l'auteur ou des auteurs et ne représentent pas nécessairement les positions institutionnelles de GETSPA ou de ses partenaires. Toute erreur ou omission dans cette étude n'engage que la seule responsabilité de l'auteur/des auteurs. Pour des commentaires sur cette publication, veuillez contacter l'éditeur.

Publié par :



Politique sociale genrée et transformatrice en Afrique
Institut d'études africaines
Université du Ghana

Site Web: www.getspa.ug.edu.gh

Email address: getspa.ias@ug.edu.gh

